

Au service de la Résistance

Des résistants allemands sur le territoire français

Evelyne Brandts*



La résistance allemande au régime national-socialiste ne s'est pas limitée au territoire allemand ; elle s'est exercée dans d'autres pays, en particulier en France. Les deux résistances, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, avaient forcément un objectif commun, absolu, unique, à savoir la chute du régime de terreur nazi.

Deutscher Widerstand in Frankreich

Nach 1933 emigrierten Zehntausende aus Deutschland nach Frankreich, darunter Kommunisten und Sozialisten, Katholiken und zahlreiche Juden. Mit dem Waffenstillstand im Juni 1940 ist ihre Auslieferung verbunden; die Vichy-Regierung beginnt im November damit.

Viele, die mit Hilfe der *Résistance* entkommen, schließen sich ihr an. Diese deutschen Antifaschisten, deren Widerstand unter grundsätzlich anderen Vorzeichen als Widerstand in Deutschland steht, agieren u. a. propagandistisch, indem sie Flugblätter und Zeitungen verfassen und verbreiten; sie infiltrieren Kommandanturen, wo sie z. B. als Übersetzer geheime Unterlagen und Adressen weitergeben; im Süden des Landes leisten *maquisards* bewaffneten Widerstand; selbst innerhalb der Wehrmacht finden sich deutsche Widerständler, die etwa Oberstleutnant Cäsar von Hofacker für ihre Sache gewinnen können.

Erst im September 2009 werden die „Verräter“ und „Fahnenflüchtigen“ offiziell rehabilitiert. Der deutsche Bundestag attestiert ihnen Handeln aus Gewissensgründen – ein Handeln, das viele mit dem Leben bezahlt haben. Red.

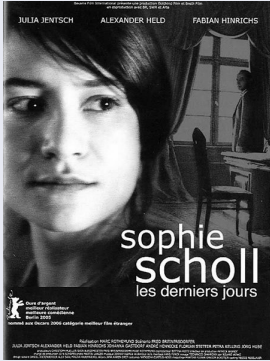
Si, selon un chiffreage un peu vague, la résistance allemande au régime se compte par centaines de milliers, il est clair que le gros de cette opposition a opéré en Allemagne même et a traversé toutes les couches de la population, sans exception. Mais, outre la multiplicité et l'éparpillement des divers groupes ainsi que leur manque d'expérience de l'action séditeuse, plusieurs facteurs condamneront ces oppositions à un échec inexorable : le quadrillage très serré de l'ensemble du territoire, tous les systèmes de contrôle et de délation, interdisant une coordination de la lutte. Les groupes d'opposants en Allemagne se déplacent en terrain hostile ou du moins terrorisé et ne peuvent donc pas compter sur l'appui de la population.

Il en va tout autrement pour la résistance allemande sur le territoire français. Après la prise de pouvoir par Hitler en 1933, des dizaines de milliers d'émigrants allemands cherchent refuge en France : opposants politiques de gauche, communistes et socialistes, mais aussi catholiques et modérés et également de nombreux juifs. On estime leur nombre à 30 000 en 1938. A partir d'avril 1939, qui marque la fin de la guerre d'Espagne et la défaite des Républicains, les combattants volontaires des Brigades internationales refluent au-delà de la frontière et obtiennent l'asile en France. La déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, le 3 septembre 1939, va précipiter le déclen-

* Evelyne Brandts est agrégée d'allemand, elle a enseigné et dirigé le Centre culturel français d'Erlangen. Elle est l'auteur, avec son mari, de l'ouvrage *Aujourd'hui l'Allemagne*, publié en 2009 par le CRDP de Montpellier.

Grand écran

C'est par le biais du cinéma que le grand public, en France, a découvert, un demi-siècle après les faits, l'existence d'une résistance allemande à



Hitler. Deux grands films ont fait le tour du monde : *La liste de Schindler* de Steven Spielberg en 1993, puis *Le Pianiste* de Roman Polanski qui obtint la Palme d'or à Cannes en 2002. Dans les

deux cas, « l'Allemand » n'était plus présenté uniquement comme le SS brutal, vociférant, martyrisant ses victimes, mais aussi comme un être doué d'humanité, capable de compassion et prêt pour cela à mettre sa vie en péril.

Mais la résistance était, dans les deux films, le fait d'individus isolés, ayant par ailleurs réellement existé, l'industriel Oskar Schindler et l'officier Wilm Hosenfeld, mort en détention en 1952 dans les camps soviétiques, tous deux reconnus « Justes parmi les Nations » et inscrits au Mémorial de Yad Vashem à Jérusalem.

Comme si ces films avaient fait sauter un verrou, deux autres films, quelques années plus tard, allèrent plus loin en montrant une résistance allemande organisée : sorti en 2005, *Sophie Scholl* retraçait l'action héroïque, d'une audace folle, des étudiants de la *Rose blanche* et leur fin abominable. En 2008, *Walkyrie* présentait le complot fomenté autour de Claus Schenk von Stauffenberg et l'attentat manqué du 20 juillet 1944 contre Hitler, suivi de l'assassinat de tous les conjurés. Le fait que le héros ait été incarné par Tom Cruise a sans doute passablement contribué au succès du film.

Toujours est-il que beaucoup de Français ont pu entendre parler pour la première fois à cette occasion de résistance allemande.

E. B.

chement de l'action des opposants allemands en France. D'une part, un certain nombre d'antifascistes allemands s'engagent dès les premiers jours de la guerre dans l'armée française. D'autre part, tous les Allemands réfugiés en France, y compris les réfugiés politiques, adversaires du régime nazi, et les juifs, persécutés par ce même régime, sont internés sur ordre des autorités françaises dans les nombreux camps d'internement, dont un bon nombre se situe dans le sud du pays. C'est le cas de Dora Schaul, une antifasciste citée dans un ouvrage de 2006 intitulé *Cévennes, terre de refuge* (Presses du Languedoc), qui rappelait que « déjà, quelques jours avant la déclaration de guerre officielle, le gouvernement français fit arrêter de nombreux étrangers qualifiés de , suspects '. Ceux que les autorités jugeaient dangereux, ce n'étaient pas les nazis vivant en France, mais les antifascistes et surtout les communistes ». Après son incarcération à la Petite Roquette, à Paris, elle est transférée dans un camp d'internement à Rieucros, en Lozère.

La situation des Allemands en France devient dramatique après l'Armistice de juin 1940, dont l'une des clauses prévoit la remise à la *Wehrmacht* par les autorités de Vichy des ressortissants allemands désignés par le gouvernement du *Reich*. Le rapatriement forcé de quelque 7 500 Allemands (dont 5 000 juifs) débutera en novembre 1940. Ceux qui passent entre les mailles du filet, comme ceux qui parviennent à s'échapper grâce, notamment, à l'aide de la Résistance, entreront dans la clandestinité et rejoindront les rangs des résistants français. Ils y accomplissent des tâches clairement définies dans le cadre d'un appareil fortement structuré, le TA ou « travail allemand ». Cette organisation autonome, fondée en avril-mai 1941 en liaison avec le parti communiste français, fut intégrée à la Résistance française sous la responsabilité d'Otto Niebergall, ancien député de la Sarre. On estime à un millier le nombre d'Allemands engagés dans ce combat.

Leur situation est d'emblée radicalement différente de celle de l'opposition en Allemagne. Intégrés à la Résistance, forts de son soutien, ils bénéficient du même statut et de la même logistique que les résistants français : logements clandestins, faux-papiers, cartes d'alimentation, armes. Si leur présence est tout d'abord considérée

avec méfiance par la population française qui voit en eux « la cinquième colonne », la rafle du Vel' d'Hiv' de juillet 1942 retournera l'opinion en leur faveur. Ils ne couraient donc pas le même danger qu'en Allemagne, où ils étaient considérés comme des traîtres et des déserteurs.

Groupes d'action

En contrepartie, ces antifascistes allemands vont rendre d'éminents services à la Résistance à travers l'organisation fortement charpentée de plusieurs groupes d'action :

- Un groupe de rédaction, chargé d'émettre des journaux et des tracts à l'intention des troupes d'occupation allemandes pour les exhorter à ne pas se faire complices des crimes de guerre, à rejoindre la résistance française et à mettre un terme à la guerre. Cette propagande visait à réaliser l'objectif prioritaire des antifascistes allemands : le retour de l'armée allemande en Allemagne pour renverser Hitler et le régime nazi.

- Un groupe de distribution : en 1944, plus de 400 000 publications clandestines furent distribuées à la *Wehrmacht* ;

- Un service de liaison, composé en partie de femmes, chargées de prendre contact avec des militaires allemands pour leur proposer leurs services comme traductrices, en fait pour les « sonder » et les amener, le cas échéant, à rejoindre les rangs de la Résistance. Ce service comportait également l'infiltration des services administratifs allemands, les *Kommandanturen*, par des Allemands bilingues ayant de faux papiers français, chargés eux aussi de recruter pour la Résistance. C'est le cas de Dora Schaul, déjà citée. Après s'être échappée du camp de Brens, dans le Tarn, où elle avait été transférée après son incarcération à Rieucros, elle séjourne à Lyon. Elle réussit à se faire embaucher en 1942 à la Poste aux armées, ce qui lui permet de faire parvenir à la Résistance une liste de nombreux noms et adresses de policiers, entre autres celle de Klaus Barbie. C'est aussi le cas de Gerhard Leo. Ce jeune homme, d'origine juive, a émigré en 1933 à Paris avec sa famille. Ayant fait ses études secondaires dans un lycée parisien, il est parfaitement bilingue, ce qui lui permet de se faire passer pour un étudiant français et d'être engagé, à l'âge de 19

ans, comme traducteur-interprète à la *Kommandantur* de Toulouse. Il pourra ainsi communiquer des données précieuses à la Résistance.

- Des groupes de maquisards : les antifascistes, en majorité des anciens des Brigades internationales, ne parlant pas ou peu le français, rejoignent les maquis du sud de la France en 1943, après l'occupation de la zone sud par la *Wehrmacht*, pour participer à la lutte armée. Début 1943, ces maquisards allemands, sous la direction d'Otto Kühne, ancien d'Espagne, forment le gros du maquis « Montagne » dans les Cévennes, opérant dans les départements de la Lozère, du Gard et de l'Ardèche. Jusqu'en juin de la même année, des combats violents se déroulent dans toutes les Cévennes entre ces maquis d'une part, la *Gestapo*, les *Waffen SS* et la milice française d'autre part, causant des pertes importantes de part et d'autre. Les antifascistes allemands ont formé, sous le commandement de Martin Kalb, l'essentiel de la 104^e compagnie qui a pris part aux combats de la libération de Nîmes le 23 août 1944. C'est un Allemand, Norbert Beisäcker, qui remplaça la croix gammée par le drapeau tricolore au fronton de la caserne Montcalm de cette ville.

- Des résistants au sein même de la *Wehrmacht*, dans le cadre du Comité Allemagne libre pour l'Ouest (CALPO), émanation du Travail allemand. Ceux-ci informèrent la Résistance des ordres transmis à des navires de guerre et des sous-marins croisant dans la Manche et l'Atlantique. Ce comité sut se rallier le lieutenant-colonel Cäsar von Hofacker, attaché à l'état-major du commandant militaire pour la France. C'est lui qui dirigea le soulèvement à Paris en donnant l'ordre d'emprisonner plus de mille officiers de la *Gestapo* et des SS, lorsqu'éclata le 20 juillet 1944 en Allemagne l'opération *Walkyrie*, le putsch des officiers autour de Claus Schenk von Stauffenberg. L'échec du complot signa sa perte et il fut guillotiné à la prison centrale de Brandebourg en décembre 1944. Le CALPO fut reconnu à la fin de la guerre par toutes les organisations membres du Conseil de la Résistance. Il déclara sa dissolution en août 1945.

Une place spéciale revient à un groupe de résistants qui n'ont été identifiés que très récemment, suite à la réédition d'un livre, *Le Peuple allemand accuse*. Paru en allemand en 1936, il est sorti en

traduction française deux ans plus tard, aux éditions *Carrefour*, interdites par la suite. Pour des raisons évidentes, ses auteurs sont restés anonymes. Un exemplaire en a été caché pendant toute la durée de la guerre par une enseignante française et confié par celle-ci en 1998 aux bons soins de l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (AFMD) du Gard et de son président d'alors, André Boulicault. Celui-ci, bouleversé par la lecture de ce document exceptionnel, n'a cessé de chercher les moyens de faire rééditer ce témoignage, passé inaperçu en France lors de sa sortie en 1938, l'année des accords de Munich. C'est seulement en 2008, soixante-dix ans après sa première parution en France, que l'ou-



vrage a finalement été réédité. Dans la préface de la version française de 1938, Romain Rolland donne ces chiffres implacables : « *En l'espace de trois ans (entre 1933 et 1936), plus d'un million d'hommes arrêtés, 225 000 hommes condamnés, réduits au silence et leur élite livrée aux violences, outragée, torturée, assassinée.* » La preuve éclatante que, dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler, la résistance allemande existe, elle existe même massivement. Ce livre – un brûlot vieux de 70 ans – fournit, sous une forme condensée, une analyse précise de la mise en place de l'Etat totalitaire : par l'élimination progressive de toutes les forces d'opposition et la suppression de toutes les libertés, la mainmise sur les médias, la terreur érigée en système. Dans un article paru dans le *Bulletin de liaison* de mars 2010 de l'AFMD, délégation du Gard, Lionel Richard, éminent germaniste, donne le nom de l'auteur du livre : il s'agit de Maximilian Scheer, journaliste communiste, émigré à Paris en 1933, collaborateur de l'agence *Inpress* à Paris, au sein de laquelle il était chargé de l'édition allemande d'un bulletin quotidien antinazi.

Mémoire de la résistance allemande

Lors d'un colloque à Berlin en 1995 François Scheer, alors ambassadeur de France en Allemagne, avait déclaré que « *nous, les Français, savons quelle contribution importante les Allemands, adversaires d'Hitler, ont effectué pour la libération de notre pays. Pour ceux qui veulent aujourd'hui promouvoir et développer l'entente et la coopération franco-allemande, il est nécessaire de le rappeler constamment.* ». Mais en Allemagne même, la reconnaissance de la résis-

tance a mis un certain temps à s'imposer, et encore fut-elle sélective dans l'Allemagne divisée. En RDA, les résistants communistes étaient considérés comme des héros qui légitimaient son existence

même, alors que les officiers putschistes du 20 juillet restaient à ses yeux des bourgeois nationalistes. Si en Allemagne fédérale par contre l'action de ces mêmes officiers fut reconnue et honorée dès les années 50, ses gouvernements successifs répugnèrent longtemps à reconnaître la résistance des mouvements communistes, que, en vertu de leurs relations avec l'Union soviétique, elle considérait comme « *traîtres à la patrie* ».

Que dire alors des résistants allemands combattant au côté des adversaires dans le pays occupé qu'était la France ? La réponse à cette épineuse question vient de trouver son épilogue par la réhabilitation tardive, en septembre 2009, des quelque 30 000 soldats condamnés à mort pour trahison par la justice militaire nazie. Il a été reconnu par le *Bundestag* qu'ils « *ont agi pour des raisons de conscience. Ils ont refusé le système d'extermination nazi* ». Comme tous les résistants allemands ils se sont trouvés devant le dilemme : trahir leur pays ou le laisser ronger de l'intérieur par la gangrène hitlérienne. Ils ont choisi et beaucoup d'entre eux l'ont payé de leur vie.